

Financement des hypothèques

vernement n'a pas le droit d'y mettre le nez, et devra l'enlever, et ce sera alors l'entreprise privée. Nous avons tout ce qu'il nous faut sans fonder de nouvelles compagnies de prêts hypothécaires.

Le ministre disait qu'il y a quatre grandes institutions au Canada qui sont autorisées à prêter sur hypothèques. Or, cela ne corrigera pas la situation d'en former une cinquième, car les citoyens ou les financiers qui ont des capitaux aujourd'hui font beaucoup de publicité pour les prêter.

Les caisses populaires «débordent» présentement de crédit et incitent les gens à construire des maisons; elles sont prêtes à les financer. Donc, on n'a pas besoin de cette nouvelle société de prêts hypothécaires qui viendra prendre une autre place; cette société, monsieur le président, prendra encore des contribuables, embauchera des fonctionnaires et provoquera de nouvelles dépenses. Elle deviendra peut-être un nouveau ministère, et tout cela nécessitera des taxes, des impôts, pour payer le traitement des fonctionnaires, alors que tout existe présentement, sans qu'on ait à déboursier d'autre argent, sans investir d'autres capitaux, sans engager d'autres fonctionnaires à gros salaires payés grâce aux taxes et aux impôts des contribuables pour faire fonctionner une nouvelle société de prêts hypothécaires.

Ce n'est pas une trouvaille, cette société de prêts hypothécaires, monsieur le président; c'est vieux comme le monde. Cela n'aurait jamais dû exister. Cela existe, mais cela ne veut pas dire que c'est bon, même si cela existe, parce que si les citoyens sont tous «hypothéqués» aujourd'hui, c'est parce qu'il y a eu des sociétés de prêts hypothécaires de ce genre.

Si nous sommes tous endettés aujourd'hui et si nous ne pouvons plus administrer sans faire de déficit, monsieur le président, cela veut dire que quelque chose ne fonctionne pas. Une fois tous les impôts et toutes les taxes payés et compte tenu de la hausse du coût de la vie, qui augmente également les revenus du gouvernement «à coups de milliards», monsieur le président, on viendra dire au contribuable qu'on n'augmente pas les taxes, qu'on n'augmente pas les impôts. «On protège le contribuable». On dit cela, monsieur le président, et le coût de la vie monte en flèche. Quand le coût de la vie augmente ainsi, les revenus du gouvernement augmentent de la même façon.

Quand une marchandise se vend \$100, monsieur le président, le gouvernement fédéral perçoit \$12 grâce à sa taxe de 12 p. 100. Si le prix de cette marchandise monte à \$200, les revenus du gouvernement sont de \$24 au lieu de \$12. Le gouvernement double donc ses revenus grâce à l'augmentation du coût de la vie, et c'est une des raisons qui expliquent, je crois, pourquoi les vieux partis ne veulent pas s'organiser pour empêcher le coût de la vie de monter. Plus nous avançons, monsieur le président, plus les citoyens sont endettés, plus le coût de la vie augmente, et plus il devient difficile de vivre.

Sommes-nous ici simplement pour créer des embêtements ou pour alléger les citoyens des pesants fardeaux qu'ils ont aujourd'hui sur le dos, fardeaux des taxes et des impôts de toutes sortes, dont les nouveaux impôts créés par les déficits gouvernementaux autant au niveau fédéral que provincial, municipal et scolaire? Partout, on accuse de nombreux déficits. Il n'y a plus de canadiens qui peuvent subvenir à leurs besoins. On demande tout au gouvernement partout: des octrois, ici, des octrois là, parce que les citoyens sont dépossédés.

Il faut trouver le moyen, monsieur le président, de redonner le pouvoir aux citoyens. L'argent devrait appar-

[M. Latulippe.]

tenir aux citoyens; il devrait être dans leurs mains. Ces sociétés de prêts hypothécaires agiront comme le gouvernement présentement: elles vendront des obligations, iront chercher toute l'épargne de la population, et les institutions privées ne pouvant plus rien trouver seront obligées de recourir à l'État. C'est ce que les vieux partis veulent, c'est ce que les socialistes veulent, savoir que les gens recourent tous à l'État pour vivre, qu'ils se soumettent, qu'ils donnent tout ce qu'ils ont de plus cher, jusqu'à leur liberté.

Sur ce, je dirai au ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Basford) qu'il ferait mieux de retirer son bill, parce que, à mon avis, il n'est pas acceptable. Il me semble qu'il n'est pas approprié à la situation actuelle, car il existe tellement d'autres institutions, monsieur le président, qui peuvent faire le travail, et parce que les obligations et l'épargne doivent rester de plus en plus entre les mains des contribuables, au lieu de demeurer dans celles de l'État, qui accapare tous les biens par le biais de la vente d'obligations.

[Traduction]

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Monsieur l'Orateur, la crise du logement frappe maintenant les Canadiens à revenu moyen. Je crois que c'est là l'indice révélateur qui devrait nous dire, à nous législateurs, ce qui s'est produit. Il y a quelques années, vous vous en souviendrez, nous parlions d'habitations pour les gens à faible revenu, d'habitations destinées aux gens de notre société incapables de gagner beaucoup d'argent. Mais maintenant, nous nous préoccupons non seulement de ces groupes, mais également du fait que ceux qui ont un revenu plus que moyen ou élevé ne peuvent s'offrir des logements convenables.

Ceux qui veulent en avoir la preuve n'ont qu'à lire le dernier numéro de *Time Magazine*. Bien sûr, nous Canadiens, nous ne disons plus «lisez le dernier numéro de MacLean» ou «lisez le dernier numéro de *Saturday Night*». Nous disons «lisez le dernier numéro de *Time*» qui est une publication américaine et, comme mon collègue le dit, qui est subventionnée par le contribuable canadien et jouit de dégrèvements d'impôts, selon la bonne coutume canadienne, si vous voulez savoir ce qui se passe au sein de la société canadienne. Le *Time* nous dit que, ce qui arrive dans la société canadienne, c'est que les gens des tranches de revenu moyen et supérieur ne peuvent plus se permettre d'acheter le logement dont ils ont besoin. Un député d'en face dit: «Laissons cela à la libre entreprise.» Nous l'avons fait, monsieur l'Orateur, avec les conséquences que nous savons. Ce n'est pas que nous attaquions la libre entreprise, c'est que la libre entreprise n'a pas répondu à nos espoirs.

● (2140)

M. Woolliams: Vous faites partie de la libre entreprise; vous êtes agriculteur.

M. Gleave: Voici le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) ... est-ce exact?

M. Woolliams: Exact.

M. Gleave: ... un réfugié de la Saskatchewan, qui a eu la possibilité de bien commencer. J'ai pour lui la plus grande sympathie. Il a eu un revers de fortune. C'est dommage. En plus de cela l'un de mes collègues me dit qu'il vient d'une bonne localité. En fait, s'il y était resté, je serais son représentant, monsieur l'Orateur.

M. Woolliams: C'est là que vous me sous-estimez.